

Bruxelles, le 12.12.2022  
C(2022) 9485 final

**DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 12.12.2022**

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de  
Madagascar pour 2022**

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 12.12.2022

## relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Madagascar pour 2022

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012<sup>1</sup>, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil<sup>2</sup>, et notamment son 23(2),

Considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du plan d'action annuel en faveur de la République de Madagascar pour 2022, il est nécessaire d'adopter une décision annuelle de financement, qui constitue le programme de travail annuel pour 2022. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 ('le règlement financier') établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>.
- (3) Les actions contribuent à la prise en compte du climat et de la biodiversité, conformément au pacte vert pour l'Europe et l'accord interinstitutionnel
- (4) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national pour la période 2021-2027<sup>4</sup>, qui établit les priorités suivantes : Gouvernance et développement humain, Croissance durable et emplois, Pacte vert.
- (5) Les objectifs poursuivis par le plan d'action annuel à financer au titre du règlement (UE) 2021/947 consistent à s'inscrire dans la lignée des cinq priorités stratégiques de l'UE pour l'action extérieure, avec un accent particulier sur « alliances et partenariats

<sup>1</sup> JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et Madagascar C(2021) 9059 final du 14.12.2021.

verts », « alliance pour une croissance et des emplois durables » et « gouvernance, paix et sécurité, développement humain ».

- (6) L'action intitulée « Pacte Vert » vise à contribuer au renforcement de la résilience en particulier en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population, notamment des groupes vulnérables dont les femmes et les enfants, et des institutions en charge d'offrir des services adaptés face aux chocs socio-éco-climatiques dans le Grand Sud. Elle est articulée autour de trois composantes : i) le développement d'un secteur agro-pastoral diversifié et adapté au changement climatique, ii) la préservation et restauration des paysages, des forêts et des services écosystémiques et iii) la gestion et la réponse aux risques et catastrophes et la promotion des liens entre actions d'urgence, de cohésion sociale et de développement.
- (7) L'action intitulée « Energie renouvelable et durable » a pour objectif de promouvoir une croissance économique durable. Cette action contribue à atteindre une part de production de 85% du mix électrique par les énergies renouvelables et à augmenter l'accès à l'électricité en milieu rural en mobilisant l'investissement privé, tout en renforçant les capacités des institutions publiques.
- (8) L'action intitulée « UE Santé – Ezaka ho Tomady » vise à améliorer l'accès et la qualité des services de santé essentiels à travers: i) une disponibilité accrue des intrants de santé; ii) une meilleure fonctionnalité des services de santé et de nutrition; iii) une contribution à une amélioration de la gouvernance et à la gestion des ressources du secteur.
- (9) L'action intitulée « Tomponandraikitra Isika Djiaby – Tou.te.s redevables - Madagascar » a pour objectif d'améliorer la qualité de l'action publique et citoyenne au service du développement à Madagascar. Cette action est articulée autour de deux objectifs spécifiques: i) bâtir une gestion des finances publiques plus efficace, équitable, transparente dans les secteurs d'importance pour la coopération UE; et ii) accroître l'engagement citoyen et la redevabilité de l'action publique.
- (10) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947 applicable en vertu de l'article 81 de la décision (UE) 2021/1764, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre de l'action.
- (11) La Commission doit assurer niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte.
- (12) À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier<sup>5</sup> et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (13) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (14) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.

---

<sup>5</sup> Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

- (15) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947.

DÉCIDE:

*Article premier*  
*Le plan d'action*

La décision annuelle de financement, qui constitue le plan d'action annuel en faveur de la République de Madagascar pour 2022, présenté dans les annexes est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes:

- (a) Pacte Vert, présentée dans l'annexe 1 ;
- (b) Energie renouvelable et durable, présentée dans l'annexe 2 ;
- (c) UE Santé – Ezaka ho Tomady, présentée dans l'annexe 3 ;
- (d) Tomponandraikitra Isika Djiaby – Tou.te.s redevables - Madagascar, présentée dans l'annexe 4.

*Article 2*  
*Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2022 est fixé à 145 500 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur les lignes suivantes du budget général de l'Union: ligne budgétaire BGUE-B2022-14.020122-C1-INTPA.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

*Article 3*  
*Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans les annexes 1, 2, 3 et 4, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, aux points 4.4.3 et 4.4.4 de l'Action de l'annexe 1, aux points 4.4.1 et 4.4.2 de l'Action l'annexe 2, aux points 4.4.4 et 4.4.5 de l'annexe 3 et aux points 4.4.7, 4.4.8 et 4.4.9 de l'annexe 4.

*Article 4*  
*Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées<sup>6</sup> des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

---

<sup>6</sup> Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 12.12.2022

*Par la Commission*  
*Jutta URPILAINEN*  
*Membre de la Commission*